

Date de dépôt :

Réservé à l'administration

DEMANDEUR

NOM :

Prénom :

Société :

N° de siret :

Adresse :
.....
.....

N° de téléphone :

E-mail :

Propriétaire	Architecte
Syndic	Entrepreneur
Gérant	Autre à préciser :

DEMANDE D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

A remettre en mairie ou dans la boîte aux lettres ou par courrier adressé à la Direction des Espaces publics

NATURE DE L'OCCUPATION

Adresse :
.....
.....

Dates : du au

Les occupations ne pourront commencer qu'après l'obtention de l'autorisation délivrée par l'autorité compétente

Installations de chantier ou dépôts de matériaux liés aux travaux de réhabilitation, rénovation ou ravalement des immeubles à usage d'habitation

N° du permis de construire ou de l'autorisation de travaux :

MOTIF DE L'OCCUPATION

Etalage	Terrasse ouverte	Terrasse fermée	Véhicule aménagé pour usage commercial
Surface de l'occupation :m ² soit			m de longueur etm de largeur
Vente au déballage et vide greniers pour activités lucratives à but commercial			Surface :m ²
Bulle de vente			
Surface de l'occupation :m ² soit			m de longueur etm de largeur
Barrières de chantier			Surface :m ²
Conteneur, baraque, engins de chantier, appareil de levage			Surface :m ²
Occupation en saillie (appareils de levage placés à développement en saillie)			Surface :m ²
Échafaudage de pied Plots béton			Surface :m ²
Échafaudage de volant ou encorbellement			Surface :m ²
Branchement d'égout	Tranchée	Bateau	Surface :m ²
pour un premier	pour un deuxième	pour un troisième et plus	
Distributeur d'essence			Nombre :
Mural	Au sol		
Simple débit	Double débit		

Je m'engage à acquitter la redevance d'occupation du domaine public, conformément à la dernière délibération du Conseil Municipal de la Ville de Massy et à me conformer strictement à toutes les prescriptions contenues dans le règlement de voirie.

En cas de changement de titulaire, je m'engage à faire connaître le nouvel occupant, faute de quoi, j'assurerai le règlement de voirie.

Je déclare exact l'ensemble des renseignements portés sur cette fiche et dans les pièces jointes. Toute fausse déclaration est susceptible de sanctions prévues par les articles 441-1 et suivants du code pénal.

Date:

Signature: